

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION: 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10^e) — Tél.: CEN. 68-96

ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. — 6 MOIS: 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

APRES LE 28 AVRIL, PREPARONS UNE LUTTE UNIE, JUSQU'AU BOUT!

IL EST TEMPS D'EN FINIR

avec le gouvernement de la misère et de la sale guerre

RÉVÈLEMENT gouvernement a été aussi méprisé que l'est aujourd'hui le gouvernement Laniel-Bidault. Ouvriers, fonctionnaires, enseignants et paysans ont à maintes reprises, depuis août 53, affirmé leur volonté d'en finir avec le gouvernement du militaire Laniel, caricature d'un patron rapace, de Reynaud, l'homme des décrets-lois, de Martinand-Deplat, matraqueur d'ouvriers et d'étudiants, du saboteur de l'école publique André Marie, dix fois vain par l'Université tout entière, avec le gouvernement de la guerre d'Indochine, des Pleven et des Bidault.

SE BATTRE POUR CHASSER LE GOUVERNEMENT LANIEL

La classe ouvrière veut combattre. Mais elle veut un combat général, unissant toutes les organisations, du sommet à la base, ouvrant ainsi la perspective du renversement du gouvernement Laniel et d'un changement profond de politique.

Le 29 janvier les travailleurs ont salué un premier mouvement organisé parallèlement et simultanément par les différentes Centrales syndi-

cales. Ils voyaient dans cette première étape la promesse d'un mouvement général organisé sous la direction unique des Confédérations parfaitement responsables.

De mouvement avait ainsi été général et efficace. Mais la préparation et la réalisation de la grève du 28 avril n'ont pas répondu à ces espoirs. La direction confédérale Force-Ouvrière a refusé de participer à la grève. La direction confédérale de la CGT a refusé d'accepter les condi-

tions unitaires de préparation commune du mouvement qui auraient pu permettre de contraindre les dirigeants FO.

Là où ces conditions ont été réalisées, là où un accord a eu lieu entre les organisations sur la base paritaire, la grève a été un succès. Ainsi, dans la Loire-Inférieure, par exemple, la grève a été quasi-unanime!

Le Bureau Politique du P.C.I.

(Suite page 4.)

Plus que jamais, au cours de ces dernières semaines, les travailleurs ont senti l'urgence nécessaire d'en finir avec la clique des ministres Pleven et Bidault en tête, qui continuent avec la fin de la guerre du Viet-Nam la fin d'un trafic éhonté et la révélation de la tourbe infâme qu'ils ont converti des années durant. Mieux vaut pour Bidault la guerre atomique ou le rattachage du napalm de tout le Viet-Nam qu'un fin de la guerre après laquelle des comptes pourraient lui être demandés! Au mépris de la fiction parlementaire, Bidault seul engage la France sur la CED, et de sa seule initiative implore en retour l'intervention militaire américaine.

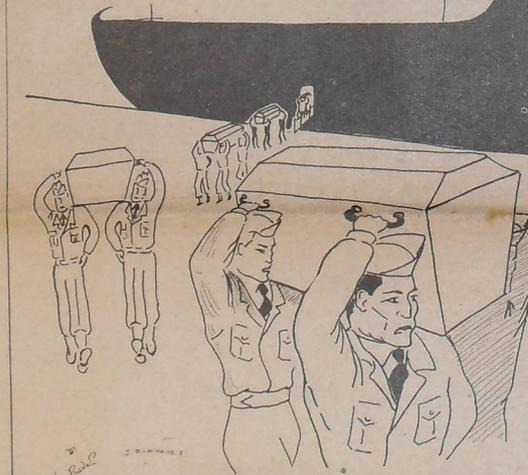
Les travailleurs veulent en finir avec les Bidault, frères remparts d'une bourgeoisie aux abois qui sent jour après jour l'abîme se creuser plus profondément sous ses pieds.

Les travailleurs souhaitent le rapide succès et veulent combattre pour la révolution vietnamienne, gage d'un renforcement de la révolution asiatique, chaînon décisif de la lutte des peuples colonisés contre l'oppression colonialiste, de la lutte des opprimés du monde entier contre l'impérialisme coalisé. Le rapide succès de la révolution vietnamienne, c'est la seule réponse efficace aux faiseurs de guerre, aux manieurs de bombe à hydrogène, à tous ceux qui rêvent d'entraîner dans leur effondrement le monde tout entier. Devant la force invincible des peuples d'Asie et d'Afrique, comme devant la force invincible des prolétaires des pays industriels, l'impérialisme reculer et sera vaincu.

POURQUOI NOUS PIÉTINONS

Mais pourtant, sur plus de dix millions de travailleurs industriels, sur quelque deux millions de syndiqués, très nombreux sont ceux qui n'ont pas participé à la grève du 28 avril.

En août 53, en un élan grandiose, les travailleurs de France manifestèrent qu'ils ne se résignent pas à leur sort, ni à la misère et à la guerre, ni à la division syndicale et à l'impasse.



« Pour la deuxième fois en quelques semaines, sur demande de Laniel, le commandement américain organise un pont aérien pour jeter d'urgence de nouveaux renforts français dans la guerre du Viet-Nam. » (Les journaux du 5 mai.)

« Notre recherche de la paix n'est pas contradictoire avec notre volonté de continuer la lutte. » [Déclaration de Laniel à l'Assemblée nationale, le 4 mai.]

EVACUEZ LE VIET-NAM!

D'EN-BIEN-PHU vit ses derniers jours. L'irrésistible poussée de la Révolution vietnamienne s'avère plus forte que le napalm, les ponts aériens, etc... C'est la force de tout un peuple lutant pour briser les chaînes de l'impérialisme et qui ne recule devant aucun sacrifice.

La Révolution vietnamienne a déjà infligé une première défaite à l'impérialisme mondial. Elle a contraint les DULLES-BIDAULT-EISENHOWER à reculer dans l'exécution de leurs plans contre-révolutionnaires d'agression généralisée en Indochine. Mais la menace reste suspendue!

Le principal atout de Bidault-la-guerre, c'est justement de représenter la continuité de la politique de défense des intérêts impérialistes menée depuis 1945. Le malheur pour Laniel-Bidault est

que le combat révolutionnaire des peuples vietnamiens s'oppose à la réalisation de toute politique impérialiste conséquente et entraîne irrémédiablement le corps expéditionnaire dans une défaite sanglante.

Daniel Mayer, président socialiste de la Commission des Affaires Étrangères de l'Assemblée Nationale vient d'effectuer un voyage à Genève: « J'ai le ferme espoir, a-t-il déclaré après son retour en France, et M. Georges Bidault, est la volonté qu'un accord interviendra afin que cessent les effusions de sang en Indochine. »

Nul doute que les travailleurs socialistes qui veulent la fin de la guerre d'Indochine jugeront comme il convient le brevet de pacifisme décerné par l'un de leurs dirigeants au ministre MRP qui a demandé ouver-

tement l'intervention des Etats-Unis dans la guerre du Viet-Nam. Les travailleurs veulent la paix au Viet-Nam sur la reconnaissance inconditionnelle du gouvernement Ho-Chi-Minh, et le retrait immédiat du corps expéditionnaire.

Donnez mille hommes, même les plus basses estimations, constituait la garnison de Dien-Bien-Phu avant le premier assaut des Viet. Ont été parachutés depuis lors des forces qui le du gouvernement Ho-Chi-Minh, et le retrait immédiat du corps expéditionnaire.

16 - 3 = 8 Cette nouvelle arithmétique, c'est celle de « notre » haut Etat-Major (rempli de Polytechniciens).

Donnez mille hommes, même les plus basses estimations, constituait la garnison de Dien-Bien-Phu avant le premier assaut des Viet. Ont été parachutés depuis lors des forces qui le du gouvernement Ho-Chi-Minh, et le retrait immédiat du corps expéditionnaire.

UN DISCOURS REVOLUTIONNAIRE C'est seulement le discours du représentant du MTLD Algérien qui rendit pour un moment à ce meeting le style d'un 1^{er} mai prolétarien de lutte.

Jean FARQUE (Suite page 2.)

LE DIFICILE marchandage

A Genève l'air est chargé d'électricité. La fièvre et le désarroi régissent dans toutes les chancelleries. Il y quinze jours, le vice-président Nixon était contredit par Foster Dulles. Maintenant c'est au tour d'Eisenhower de se contredire lui-même, et de démentir qu'il ait souscrit à l'idée d'un partage du Viet-Nam avec le communisme.

Dulles ayant quitté Genève, c'est Bedell Smith qui le remplace. Sa tactique? Faire le mort, et intervenir seulement pour empêcher un accord éventuel qui ne

concernerait pas la capitulation du Viet-Nam. En attendant, les représentants américains tentent de consolider leur pacte (ANZUS) avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et préparent le terrain pour la constitution après Genève d'un pacte agrégé à plus large échelle, France et Grande-Bretagne ont déjà accepté le principe. Tout ce plan n'a rien de pacifique. Il marque pourtant un net recul par rapport au plus large d'Edouard Bidault, qui voulait une intervention américaine en Indochine — aéro-navale au moins — avant même la Conférence de Genève. Pourquoi cela?

Voici ce qui s'est produit. L'impérialisme anglais, malgré son désir d'écraser la révolution au Viet-Nam, en Malaisie et ailleurs, a reculé devant le refus de Bidault, pour toute une série de raisons: — intérêt à la paix et au commerce avec la Chine; — pression des « neutres asiatiques » faisant partie de la zone d'influence anglaise et que la Grande-Bretagne ne désire pas voir enrégimenter par Washington.

— menace d'une grave crise politique en Angleterre même, menaçant la domination des chefs droitiers sur le Labour Party et le gouvernement Churchill lui-même.

Ainsi fut donné un coup de frein. Il fut suffisant pour désarçonner les dirigeants de Washington: « Faire la guerre en Indochine? Oui, volontiers. La faire seuls? ... hum ». Ils ont finalement reculé, avant leur incapacité pour l'instant à lancer l'impérialisme américain dans une guerre, soit mondiale, soit locale.

Quant à la bourgeoisie française, son principal rôle consiste à pleurer sur son armée déçimée. Et les responsables se cachent. Paul Reynaud, qui songe encore à sa carrière, n'est pas là quand son bière. L'Etat-Major inspire une campagne de presse destinée à le faire apparaître innocente victime du gouvernement. Et l'opposition, journalière et parlementaire, n'a rien à proposer. Constant que la « souveraineté française » au Viet-Nam est repudiée maintenant aussi bien par Bao-Dai, que par Nehru et le Congrès américain, elle louche du côté d'Ho-Chi-Minh: « ferait-il des conditions plus avantageuses? ». Ho-Chi-Minh semblerait rebâtir, on fait une prière à Molotov. « Le Monde » du 5 mai l'implore: songez que nous pourrions être plus arrangeants sur la CED si vous empêchiez le camp communiste de nous humilier.

Jouer la carte Molotov contre le camp communiste, c'est logique. Malheureusement, Molotov à Genève n'est pas un atout maître. En En-Lai et l'envoyé d'Ho-Chi-Minh ont leur mot à dire.

Diverses formules de compromis possible sont lancées, à titre de ballon d'essai: — la formule d'un cessez-le-feu immédiat, chère à Nehru et à Molotov. Elle n'enthousiasme pas les combattants de la révolution vietnamienne, qui ont l'initiative militaire et ne tiennent pas à lâcher sans de solides garanties. Or qui pourrait donner ces garanties? Le cessez-le-feu et le accord vivants de 1946 ont été violés au bout de 9 mois par l'impérialisme français. La parole de l'impérialisme américain serait-elle plus sûre?

— la formule d'un partage du Viet-Nam. Celle-ci ne se heurte pas seulement à l'opposition des bio-dalistes du Nord, qui s'accrochent à leurs privilèges. Elle heurte aussi le sentiment national des Vietnamiens du Sud (ainsi que des peuples lao et khmer) qui ne désirent pas être abandonnés à l'impérialisme.

— la formule d'un gouvernement de coalition Bao-Dai - Ho-Chi-Minh (associée au besoin « d'élections libres », comme le demandent certains démocrates américains). Un tel gouvernement, mi-chair, mi-poison, plairait sans doute à Molotov. Mais comment le réaliser? La « fusion »

(Suite page 2.)

A PARIS, EN 1954

Il n'y a pas eu de 1^{er} Mai

POUR la première fois depuis 1954, le gouvernement bourgeois a pu impunément interdire le défilé du 1^{er} mai dans les rues de Paris. Cette interdiction, formulée avant le 28 avril, ne joua aucun rôle sur le déroulement de cette journée. De toute évidence, les représentants du PCR s'étaient ralliés d'emblée à la proposition de la préfecture de remplacer la manifestation par un meeting champêtre au bois de Vincennes; dans la presse même, leur protestation fut purement formelle. Respectueux de leur côté de l'accord intervenu les files furent inviolables aux points d'accès du meeting. Ils prirent position dans Paris, pour le cas où quelques « têtes brûlées » auraient voulu reconquérir le pavé.

UN MEETING PITREUX

A Vincennes, « toute immense et compacte », dit « L'Humanité » du 3 mai, qui ne veut pas se compromettre. « Moins de 10.000 », affirme « Le Figaro », organe officieux de la Préfecture. Il y a lieu en réalité de multiplier ce chiffre par 2 ou 3. Cependant, un tel résultat nous ramène bien en-dessous du niveau, par exemple, du 1^{er} mai 1934 célébré justement au même endroit, ou d'autres 1^{er} mai d'avant-guerre à l'époque où la journée était pas légalement chônée.

Face aux tribunes occupées par les dirigeants du PC et de la CGT, les travailleurs s'assemblèrent sans ordre, les banderoles étant peu appa-

rentes et les sections d'entreprises introuvables. Après le discours ouvert par Henri, ils entendirent d'un air morne les alléguons de Pressoury au nom du PSU et de Maître Maurice au nom de l'Union Progressiste.

UN DISCOURS REVOLUTIONNAIRE

C'est seulement le discours du représentant du MTLD Algérien qui rendit pour un moment à ce meeting le style d'un 1^{er} mai prolétarien de lutte.

Jean FARQUE (Suite page 2.)



16 - 3 = 8

Cette nouvelle arithmétique, c'est celle de « notre » haut Etat-Major (rempli de Polytechniciens).

UN DISCOURS REVOLUTIONNAIRE C'est seulement le discours du représentant du MTLD Algérien qui rendit pour un moment à ce meeting le style d'un 1^{er} mai prolétarien de lutte.

Jean FARQUE (Suite page 2.)

JEANNE AVEC NOUS

Rassurons-nous, d'ailleurs. Les 8 ou 13.000 de Dien Bien Phu sont solidement équipés par Jeanne d'Arc. C'est tout au moins un article historique de « L'Osservatore Romano », journal du Vatican, qui dévoile ainsi notre dernière arme secrète. La mer de fumée allumée par l'impérialisme français rechauffe les vieilles ardeurs de l'inquisition. L'Eglise est toujours à l'avant-garde; après les prêtres ouvriers qui eux, ont fait long feu, voici Jeanne d'Arc, en collaboration avec l'aviation française, qui fournit les bûchers au napalm.

LA LIBERTÉ DANS LE LAC

Une grande nouvelle à Washington: Eisenhower et le général Bradley ont ouvert une souscription pour la Liberté. Pour financer un comité de défense contre le maccarthysme? Non, pour édicter un inopérant monument à la Liberté.

Nous avions déjà la statue de la Liberté et les « liberty-ships ». Cette fois-ci, la démocratie est en bonne voie.

Une précision: la maquette indiquée que le monument sera entouré d'eau de tous côtés par les libertés, c'est beau, mais M. Eisenhower préfère qu'on le voie de loin.

LES "CGT" ET "PCF" A REVOLTE de la Mer Noire DEFIGUREE

L'élection du Pas-de-Calais

Le succès de René Camphin ayant privé le Parti Communiste d'un de ses députés dans la circonscription d'Arques Lecœur, il a été procédé, le 2 mai à de nouvelles élections. « L'Humanité » du 3 communique les résultats. En première page, les chiffres du 1^{er} mai 1953... en page 2 les chiffres du 2nd mai. Les généraux de juin 1951. L'astucieux Faïon espérait qu'ainsi le lecteur évitera de faire le rapprochement entre les 114.000 voix obtenues par son candidat Coquel et les 138.000 que rassemblait il y a 3 ans la liste Lecœur-Camphin.

ENTRE le XII^e et le XIII^e Congrès de la CGT, la classe ouvrière a engagé de très larges combats. La grève générale d'août 1953 a drainé la force de 4 millions et demi de travailleurs dans une lutte contre le gouvernement et l'Etat bourgeois.

Le 53 a marqué un tournant décisif dans les rapports entre les classes. L'Etat bourgeois a manifesté la plus totale impuissance devant la grève générale. Plus encore, des éléments de pouvoir ouvrier se sont dressés face à l'Etat capitaliste, à Nantes, à Creil, dans le Nord, etc...

Un véritable Parti Communiste se dessinait pour son Congrès, de tirer le bilan de cette grève, d'en dégager les enseignements révolutionnaires, de fixer les objectifs à atteindre, sur la base d'une auto-critique sérieuse.

Les documents proposés par le secrétaire Duclos-Servin à la « discussion » pour le 13^e Congrès couvrent une brochure de 48 pages, environ 1.800 lignes. Sont consacrés à la grève générale d'août 53, 9 LIGNES.

Cette discrétion a des causes : la direction du PCF ne peut établir le bilan honnête de son activité. Sans prétendre brosser le tableau d'ensemble de la grève générale d'août 53, nous nous efforçons de présenter dans cet article, sur cet article, aux militants du PCF, des éléments leur permettant d'effectuer ce bilan.

LA DIRECTION DE LA C.G.T. CONTRE UN COMITE NATIONAL DE GREVE

Dans l'édition du 3 août 1953 sous le titre « Les communistes sur la brèche », « L'Humanité » écrit : « Les travailleurs de toutes opinions savent que le succès dépend essentiellement de la consolidation de l'unité en bas ». Cette appréciation radicalement erronée a reçu le plus cinglant démenti par les événements. Milions de demi-travailleurs de toutes tendances, ont démontré que « l'unité en bas » est un faux édicte. Il n'y a pas eu de problème à la base des entreprises, bureaux, chantiers et usines. Syndicats FO, CFTC, CGT, travailleurs inorganisés étaient fraternellement unis dans l'action. Si le « comité » pour le 1^{er} mai des 20 à 21 août était possible, ce n'est pas parce qu'on n'était pas assés un « bas », c'est parce qu'en haut, au niveau des directions nationales, le Front unique n'a pas été réalisé. La direction de la CGT s'est opposée à la constitution du Comité National de Grève, direction unique de la grève générale. Il n'y a trace d'aucune proposition dans ce sens aux autres Confédérations, ni dans « L'Humanité », ni dans la « V.O. », ni dans « Le Peuple » durant tout le mois d'août.

ET CONTRE LA GREVE...

Pour le démontrer prenons l'exemple du déclenchement de la grève chez les postiers. Le 4 août 1953, les postiers de Bordeaux appellent les postiers de France à la grève générale. Le 5 août 1953, FRISCHMANN, secrétaire général de la FP-CGT et membre du CC du PCF déclare impossible de donner l'ordre de grève. C'est à la base de décider. Il explique par ailleurs qu'un mot d'ordre de grève suivi se serait un échec pour les ouvriers. Le 6 août à 13 heures : communiqué de la FP-CGT, appelant ses adhérents à rejoindre le mouvement de grève officiellement l'ordre de grève. A la réunion de Wagram, FRISCHMANN répète que la Fédération Postale est dans l'impossibilité de déclencher la grève. Freinant de toutes ses forces le développement du mouvement, la direction de la CGT ne peut s'y opposer, car elle court le risque de se voir « déborder » par ses militants. Elle s'opposera alors à la constitution du Comité National de Grève. Un des dirigeants de la FP-CGT, Gaston GASTAUD, déclare le 6 août : « Créer un comité régional de grève c'est prêter le flanc au manœuvre de division, c'est faire de la politique, ce n'est pas aux directions à donner l'ordre ». Le 10 dépendant sous la pression de la masse des postiers les 4 syndicats, CGT, CFTC, FO et UFTM ont désigné un titulaire du Comité régional de grève. Mais les responsables de toutes les Fédérations postales se refusèrent énergiquement à forger le Comité National de grève.

Le vendredi 7 août à 0 heure, les 5 Fédérations des cheminots ont donné l'ordre de grève pour 24 heures (CGT, CFTC, FO, CFTC, Autonome). Le samedi 8, dimanche 9 et lundi 10, par-dessus les directions de toutes les Fédérations, des cheminots continuent la grève à Dijon, dans le Nord, à Nantes. Le mardi 11, au matin, la Fédération CGT a appelé à des réunions de base pour resserrer l'unité d'action et à imposer l'arrêt du travail, « L'Humanité » du 11. Tournaient secrétaire général des cheminots CGT est membre du CC du PCF. Il sait que pour qu'une grève soit officielle et effective dans la SNCF, il faut que les Fédérations notifient à la direction (sous peine de sanctions) qu'elles prennent la responsabilité du mouvement. Ce n'est qu'à la fin de la matinée que la Fédération CGT, puis CGT-FO informèrent la direction de la SNCF. Ce fait n'est pas sans importance, en mars 1953 plusieurs Fédérations FO et CGT lancent un ordre de grève illimitée. Mais il est également le refus de combattre pour le Comité National de grève n'a pas permis la constitution de la direction unique de la grève.

Le dernier exemple: le métro. Là également, les organisations syndicales n'avaient lancé qu'un ordre de grève pour 24 h. Le mardi 11, le matin, les travailleurs du Métro déclenchèrent spontanément. Les délégués téléphonèrent aux syndicats. Pas un responsable jusqu'à 19 heures n'accepta l'initiative de la CGT, les syndicats de toutes tendances se réunissent et déci-

dent de donner l'ordre de grève de 24 heures. Les 24 heures seront renouvelées chaque jour sans qu'aucun syndicat ne donne l'ordre de grève générale. Un délégué d'ira à une réunion le 11 au soir. Si même nous n'avons voulu nous délégués, nous coucher par terre nous n'aurions pu empêcher les autobus de rentrer ». Egalement dans le Métro: comme partout, la grève générale a été imposée par la base. Mais la grève générale a été morcelée par les mots d'ordre: la 24 heures, la 48 heures, la illimitée. Elle est restée sans direction unique. Car aucune centrale, y compris la CGT, ne voulait prendre la responsabilité de combattre pour le Comité National de grève. Que les masses exigent et qu'il aurait été imposé à FO et à la CFTC si la CGT l'eût voulu.

NE PAS TOUCHER A L'ANIEL !

Le 12 août le BP de notre Parti s'adressait aux directions du PCF et du PS, de la CGT et de la CFTC-FO. Il faut que les organisations syndicales CGT et FO en grève constituent le Comité National de grève qui aura pour tâche d'organiser la grève générale illimitée de la Fonction publique, des travailleurs des services publics et du secteur public. Il faut qu'avec un gouvernement d'union des organisations syndicales et politiques le Parti Communiste réalise un Comité National d'action qui s'appuyant sur les travailleurs chasse le gouvernement Lanier et un gouvernement d'union des organisations syndicales et politiques de travailleurs, c'est-à-dire un gouvernement dont vous assumerez seuls, sans ministres capitalistes la responsabilité.

Les directions des grandes organisations se sont refusées à constituer le Comité National d'action parce qu'elles ne veulent pas, face à l'Etat bourgeois en pleine décomposition, dresser le pouvoir ouvrier, issu de la grève générale. Elles ne veulent pas fixer à la grève générale l'objectif qui se dégageait de la combativité des masses. A BAS L'ANIEL. Elles veulent, sous une forme ou sous une autre, traiter avec le gouvernement Lanier. Le 18 août « L'Humanité » a publié une lettre du Bureau Confédéral à Monsieur Lanier, Président du Conseil, Hôtel Matignon, Place Varenne », dans laquelle il avait l'honneur de solliciter de vous une audience en vue de discuter des revendications et l'assurément de sa haute considération ».

René Camphin se rendait en vacances, 4 millions et demi de grévistes combattent et les dirigeants de la CGT au lieu de formuler le mot d'ordre correspondant à la lutte, comme Lanier, « sollicitaient une audience ». Peut-on trouver un autre exemple dans la lutte de classes d'une politique si contraire à l'intérêt des masses ? Ils ne voulaient pas abattre le gouvernement Lanier !

« PAS UNE BATAILLE A FOND »

Le 17 août. Les yeux de tous les travailleurs de ce pays engagés dans la grève générale sont tournés vers Renault. Les batailles de médailles, de médailles de la grève, de médailles de la grève, chez Renault rentrent de vacances. Le mardi 18 août au matin, des ouvriers occupent les usines sans leurs bleus : ils attendent l'ordre de grève. Le 17 au soir, toilettes prend la parole à une réunion des responsables. 15 sont présents. René Camphin, secrétaire de la CGT, membre responsable du PCF, a lu des extraits de son intervention : « Avant de donner des directives, il

faut expliquer ce qu'il ne faut pas faire. Nous ne devons pas élargir les revendications qui sont les revendications communes, contre les décrets-lois, pour la libération des emprisonnés. On a constaté que les décrets-lois que « L'Humanité » a publiés ont été votés par le Parlement. Il y a même des gens qui votent plus loin que ça. Il faut comprendre que nous ne sommes pas engagés dans une bataille à fond. Nous ne sommes pas à la veille de la Révolution. Notre objectif c'est l'entente avec le gouvernement. On ne doit pas déclencher des mouvements à la légère. Il faut éviter de lancer la grève générale illimitée. Il y a des militants qui disent : puisqu'on est en grève tout ensemble, il faut diriger tout ensemble. Non, les corporations ne sont pas letées au même niveau. Les cheminots ont déjà brayé, puis rembrayé, puis débrayé à nouveau. Chez Renault un mouvement d'arrêt de 24 ou 48 heures peut être une meilleure forme de grève ».

Cette ligne sera scrupuleusement respectée partout. Le 18 août au meeting des postiers le membre du CC du PCF Frischmann déclara : « Notre mouvement n'a pas pour but de renverser le gouvernement ». Chez Renault les trótskyistes ont un conseil de guerre maritime en septembre 1919. On a quitté (à cette époque les conseils de guerre n'acquiesçaient pas sans motif sérieux) ». « Les ouvriers rentrent de vacances, on n'a pas d'argent. Si vous êtes prêts à aller dans chaque département de la marche à suivre ».

Toutes les interventions de Linet se fixeront pour objectif la préparation chez Renault d'un mouvement partiel, limité, qui sera déclenché le vendredi 21 pour 48 heures, alors que les 4 millions et demi de grévistes attendaient Renault dans la grève générale.

Le 19 août, Linet mettra « en garde les travailleurs contre certaines revendications mises en avant, notamment dans un tract des trótskyistes qui dit : A BAS L'ANIEL. Il faut d'abord sauvegarder l'unité et ne pas parler de Lanier ».

La direction du PCF n'a pas parlé de Lanier ce qui n'a pas empêché les dirigeants FO et CFTC de briser l'unité. Le 20 Linet fixe des directives : « Il faut occuper les usines dans la grève, il faut organiser des tournées de bebote ». Le 24, Linet tentera de se justifier devant la critique des ouvriers du PCF. Il déclara : « Les trótskyistes commencent quand ils disent que nous ne donnons pas des directives précises. Nous appelons à envoyer des délégations à l'Assemblée. Les trótskyistes attendent nos dirigeants qui ont pris les positions justes ». Quelles sont ces positions justes ?

Frischmann déclara le 24 : « Il n'y a jamais eu dans l'intention des communistes d'abattre Lanier. On a déjà avancé les communistes à la Libération d'avoir voulu instaurer le communisme. Ce n'est pas notre but. Ce qui tombera comme un fruit mûr au moment venu. Lanier va être obligé de reviser sa position ».

Linet a pas révisé sa position. Il est toujours debout. Les revendications ne sont pas satisfaites. La guerre d'indochine continue. La répression sévit contre les colonies. Les militants du PCF, exigent de la direction de votre parti qu'elle établisse le bilan de sa politique durant les grèves d'août, qu'elle s'explique sur les raisons pour lesquelles elle s'est refusée et se refuse à combattre contre le gouvernement capitaliste, pour un gouvernement des ouvriers et des paysans !

P. LAMBERT.

UN MOT D'ORDRE MAIS UN COMBATANT LE 1^{er} MAI 1953 A PARIS

Le 1^{er} mai est une fête internationale, la fête de la première guerre mondiale, la bourgeoisie internationale s'efforçant, par quelques concessions économiques et par l'appui sur les chefs réformistes, de contenir l'offensive ouvrière. Ainsi fut voté, en avril 1919, la loi des 8 heures de travail. Néanmoins le prolétariat français en débrayait massivement et les revendications malgré l'interdiction policière, montra sa volonté d'aller plus loin que la loi du 8 heures, plus loin que ne le désiraient Jouxhaux et Cie. Nous empruntons à Maurice Dommanget (« Histoire du 1^{er} Mai », aux Editions S.U.E.L., Paris, 1953) le récit suivant du 1^{er} Mai 1919 à Paris.

Paris, manifestait joyeusement, se retrouvant enfin lui-même après l'affreux tournement. Toutes les usines, les grands magasins, les cafés, d'innombrables boutiques étaient fermées. Le métropolitain, les transports ne fonctionnaient pas. Les taxis restaient aux garages. On assistait à l'arrêt total de la vie ordinaire. Le silence régnait dans les ateliers.

Le chômage général marqua pour la première fois, en 1919, l'annales des luttes ouvrières, le triomphe absolu, indiscutable de la volonté du prolétariat décidé à montrer sa puissance et son unité.

Un témoin ouvrier dit : L'impression du matin fut formidable. Et il ajoute, tout frémissant encore, cinq ans après : « Nous marchions sur les boulevards armés, étonnés d'être en fleur de la prodige réalité. Quel était devenu des bourgeois ? Nous n'en savions rien ; ils étaient disparus, réduits dans leurs caves à notre des caisses de harems saurs. Nous ne croyions que des ouvriers ou employés, nous n'attendions pas l'égilantine rouge... A ce moment-là, oui, vraiment, nous crâmes la Révolution maîtres du pavé ».

La matinée passa dans le plus grand calme et malgré la pluie qui tombait implacable, la joie illuminait les visages des travailleurs allant faire pointer leurs cartes. L'après-midi, il fut prévu une manifestation sur la voie publique, de la

place de la Concorde à la place de la République, que le gouvernement avait autorisé. Un grand nombre de syndicats, passant outre, à la demande de Lepetit, ont vite descendu, pour 15 heures, de la périphérie vers le centre de la capitale, une bonne vingtaine de la classe ouvrière. C'est alors que la police, obéissant à des ordres sévères, commença à intervenir à coups de coups de baïonnette et que les manifestants se heurtèrent aux barrages de troupes. Il y eut de sérieuses bagarres et, sur les boulevards, pour la première fois, le drapeau rouge fut déployé.

Les soldats, concentrés dans la capitale par le ministre Mandel dès le 20 avril, firent passage, boulevard Beaumarchais et ailleurs, aux manifestants. Ils furent armés du 17^e régiment de police, les agents les plus entraînés, renversant, piétinant même des femmes et des vieillards. S'il faut en croire le communiqué de la préfecture de police, les agents se contentèrent leur violence : 428 auraient été blessés. Du côté des manifestants, aucune estimation des pertes n'était possible. On ne peut pas dire que les blessés se comptent par centaines, parmi lesquels Jouxhaux. Il y eut même deux morts : Auger, l'un des chefs du mouvement, et un jeune ouvrier garagiste à la Campagne générale. A la Banque de l'Union parisienne, et le jeune syndiqué Charles Lorme, ouvrier garagiste à la Campagne générale, furent tués. L'Autan, tué à dix-neuf ans, vint de la Michodière.

Ces violences produisirent une forte émotion mêlée de colère dans la classe ouvrière. D'autant plus que, par suite du maintien de l'état de siège, de nombreux manifestants étaient traduits devant les conseils de guerre. Enfin, les obusques de Charles Lorme donnèrent lieu à une manifestation imposante, attestant une force tranquille que la classe ouvrière n'eût pas repris le travail le vendredi 2 mai et la CGT en avait donné l'ordre, en réponse aux brutalités policières.

MALGRÉ ce recul, le candidat du PCF vient en tête, suivi du candidat socialiste qui, vraisemblablement, bénéficiera au second tour d'un appoint de voix bourgeoises.

De ce fait, le devoir des travailleurs du Pas-de-Calais est clair : en dépit du désarroi ou de l'indignation légitimement suscités par l'affaire Lecœur-Camphin, ils voteront au second tour pour Gaston Coquel, secrétaire de l'UD-CGT, présenté par le PCF.

Agiront de même, sans aucun doute, les quelques travailleurs révolutionnaires qui ont été abusés par l'étiquette de « socialisme » une communiste dont se pare M. Laveze. Ce personnage, Dieu que défini comme « trótskyite » par « L'Humanité », n'a évidemment rien à voir avec nous. Les camarades André Marty dont il se réclame parfois, ni d'ailleurs avec la classe ouvrière. Lors de la récente élection de Seine-et-Oise, il a révélé son rôle en se maintenant au second tour, de façon à garantir le succès de la candidature MRP contre André Stiel. Mais il est bien bénéficiaire dans cette opération du maintien de la bourgeoisie et il reçoit des électeurs du second tour une leçon méritée.

Le difficile marchandage

(Suite de la première page.) des deux appareils étatiques et militaires, celui des agents indigènes de l'impérialisme et celui des ouvriers et paysans vietnamiens, est inconcevable. Seule est concevable une complète capitulation de la République Démocratique. Mais qui désarmera les combattants vietnamiens ? La tâche est au-dessus des forces de Motov.

Les temps sont durs pour les conciliateurs. Les neutres se désespèrent. Nehru dans son discours du 24 avril déplore non seulement les dommages économiques, mais aussi l'offensive vietnamienne Dien-Bien-Phu. Tant pis pour Nehru. Tout comme les diplomates contre-révolutionnaires, les neutres et les disciples de Gandhi) seront impuissants à arracher leurs armes aux combattants de la liberté avant satisfaction de leurs aspirations. Car, en ce qui concerne le Viet-Nam, le refus de la paix ? Non pas. Eden a ses savants plans de partage du Viet-Nam. Ni MM. nos députés de tous partis, ni nos députés de l'Assemblée parlementaire, Ni M. Sarre, ni notre ministre censureur sa revue qu'avoir des ennemis pour les Vietnamiens. Mais bien les soldats de Syngue qui, lorsqu'ils refusent de charger de leur sang la guerre. Et, au tout premier rang, ceux qui à Dien-Bien-Phu tombent pour une juste cause.

Il n'y a pas eu de 1^{er} Mai

(Suite de la première page.) « NOTRE DIRIGEANT NATIONAL MESSALI HADJ NOUS A APPELES A PLUS D'UNER ET DE COMBATTRE DANS LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME », proclama-t-il. Appellé à la lutte contre la répression et pour la libération de Messali Hadj, il souligne que le peuple algérien ne devait attendre aucun cadeau de la part de l'opresseur colonialiste, mais qu'il devait se contraindre pour obtenir la conquête de son vrai politique : « L'INDEPENDANCE NATIONALE EST LE PREMIER PAS VERS L'INDÉPENDANCE ALGERIENNE », nom de son peuple assuré d'une pleine solidarité les peuples opprimés du Moyen-Orient, du Maghreb, de l'Afrique Noire et du Viet-Nam. Il souligne que de grandes luttes pour l'indépendance de l'Algérie étaient inévitables, et rendraient nécessaire de la part du peuple de France une solidarité effective et non seulement verbale.

DEUX DORMEURS

Puis vint le tour de Raymond Guyot au nom du PCF. Il se contenta pratiquement de développer des passages du projet de thèses pour le 13^e Congrès, tout spécialement les passages « gauchistes » appropriés pour les discours d'un jour de fête. C'est seulement lorsque le pouvoir appartient à la classe ouvrière que la liberté de parler un fait. L'applaudissement. Et ainsi de suite. Par ailleurs, Guyot se fit l'écho de la nouvelle version officielle selon laquelle la puissante riposte populaire qui a permis de faire polier du 28 mai 1952 aurait permis la liquidation du « complot ».

Franchon prit son discours dans le même style, tout froidement lorsqu'il mentionnait le mot d'ordre des 25.000 frs ou ce qui « magnifique succès de la grève du 28 avril », il chercha à susciter l'émotion en évoquant la solidarité internationale, l'URSS, la Chine et Ho-Chi-Minh, le peuple algérien, le chant de l'International.

DEVELOPPEMENT de l'inegalité en URSS

Khrouchtchev avait lancé en septembre une grande campagne pour le retour à la terre des bureaucrates, spécialistes de l'agriculture, zootechniciens, mécaniciens, troupeaux, etc. qui s'embarquent dans les bureaux, usent de mille et une ruses pour rester en ville, où l'on vit plus confortablement qu'en village. Régler leurs affaires par téléphone, visitant rapidement leur kolchoze ou leur SMT, en auto, etc. (1)

Devant les nullités insuffisantes de la nouvelle politique agricole, la presse soviétique dénonce le bureaucratisme.

« Le plus effarant de tout, c'est que dès maintenant il faut abandonner tout travail urgent et s'atteler à l'établissement d'un rapport qui comporte près de 6.000 paragraphes. Croquant sans doute que ce travail est insuffisant pour nos agronomes, les dirigeants régionaux ont proposé d'y ajouter un rapport comportant 32 questions des plus étranges et des plus embrouillées.

« Le décret n° 201 de la direction régionale fait obligation à tous les directeurs de SMT de transmettre tous les matins, de 7 heures à 10 heures, des informations spéciales sur différents domaines de l'agriculture, par téléphone.

« Dans les kolchozes, jeunes et vieux établissent des rapports. Les zootechniciens envoient des rapports toutes les nuits, sous forme de formulaires à remplir et, le matin, rencontraient une nuit dans la cour, ils la chassent : Ya-t'en, objet n° 26, paragraphe n° 25 » (Pravda, 26 janvier).

Ainsi, dans ses efforts désespérés pour contrôler en tous lieux l'économie, la bureaucratie n'aboutit qu'à se noyer dans la paperasserie, tandis que la matière qu'elle cherche à contrôler tend à lui échapper. La seule contrainte possible est le contrôle démocratique par en bas, par la masse des producteurs ; comme un tel contrôle s'exercerait d'abord contre les privilèges des bureaucrates, il ne saurait être question. C'est au contraire dans la voie d'un renforcement du contrôle par en haut que s'engageait Khrouchtchev en septembre.

AMELIORER LE SORT DES PRIVILEGES

Devant l'échec de sa politique, et la menace d'une aggravation de la situation du ravitaillement lors de la prochaine récolte, c'est sur le défrichement de nouvelles terres que le CC du PC de l'Union a décidé de miser l'accent lors de la session du 23 février. La mise en valeur de « d'au moins 13 millions d'hectares de terres vierges et en friche » est prévue pour 1954-55.

Cependant, Khrouchtchev, fidèle à la tradition stalinienne de rechercher des boucs émissaires pour les maux du régime bureaucratique, attaqua violemment à cette même session du CC « la conduite incorrecte du ministère de l'agriculture (Benediktov) », et la conduite « incorrecte » du ministre des fermes d'Etat, Kozlov. (C'est effectivement aux sovkhozes — fermes d'Etat — qu'est attribué le rôle essentiel de défrichage des terres.) Il s'en prenait également au charlatan-académicien Lysyenko, porté hier au pinacle par feu Staline, et à ses collègues du parti non serviles intellectuels du PCF.

Poursuivant la politique adoptée en septembre, le « décret » en matière de défrichage d'intérêt matériel retiré par les kolchozes, les kolchoziens et les travailleurs des SMT, de la réalisation du plan de mise en valeur des terres... et, en instituant « un recommandant aux kolchozes de verser aux travailleurs des brigades de culture de primes et de tracteurs... une rémunération supplémentaire de l'ordre de 30 % de la récolte obtenue au-dessus du plan de récolte prévu pour toutes les terres défrichées », et en instituant « pour 1954-55 un versement supplémentaire d'un montant de 15 % venant s'ajouter aux primes, aux primes, employes, spécialistes et travailleurs dirigeants des sovkhozes nouvellement organisés qui mettent en valeur les terres vierges et en friche ».

Le récent communiqué sur l'exécution du plan en 1953 montre d'ailleurs involontairement que ce sont les objets de luxe dont la production s'accroît le plus : le record est atteint par les appareils de télévision, dont la production atteint le chiffre de 225 % par rapport à 1952, les aspirateurs électriques (200 %), les tissus de soie (178 %), dépendant que la production des machines à coudre n'a augmenté que de 24 %, celle des bicyclettes de 15 %, celle des meubles de 14 %, celle des chaussures de cuir de 4 %, celle du beurre de 3 %, celle des pianos de 3 % et celle de 23 % et celle des automobiles de tourisme de 30 pour 100).

« Il profite des progrès de l'économie soviétique, le communiqué officiel le fait ressortir sans équivoque : « La production des tissus de coton ayant augmenté de 5 %, celle des tissus de coton de couleur a augmenté de 78 % et celle des tissus de soie artificielle de 60 %... la production des tissus de laine ayant augmenté de 9 %, celle des tissus de pure laine peignée a augmenté de 76 %... la production des chaussures ayant augmenté de 4 %, celle des chaussures de fantaisie a augmenté de 44 %, etc., etc. »

Comme le dit justement à propos de la commode production des marchandises pour lesquels il existe une forte demande parmi la population a considérablement augmenté. » On ne peut avoir avec plus de cynisme que l'économie

soviétique est orientée vers la satisfaction des demandes... des privilégiés.

VERS LA REVOLUTION POLITIQUE EN URSS

Dans cette voie de l'extension des privilèges, la « fronde » des privilégiés contre l'économie planifiée, ne peut que se renforcer ; comme se renforce le mécontentement des masses qui ne se satisfont pas toujours de promesses.

Dans sa dernière œuvre, Staline avait déjà dû reconnaître l'existence de « contradictions » dans l'économie soviétique, mais, très troublé aussitôt, il se rassura dans la gestion bureaucratique. « Si les organismes dirigeants appliquent une politique juste, ces contradictions ne peuvent dégénérer en antagonismes, et elles n'aboutiront pas à un conflit entre les rapports de production et les forces productives de la société. » C'est la même idée que développe l'académicien Stepanyan, dans un article digne de remarque paru dans la Pravda le 17 novembre.

« Dans l'économie soviétique, écrit Stepanyan, les contradictions entre production et consommation continuent à se développer... Les contradictions existent et se développent entre forces productives et rapports de production. » Mais elles « n'aboutissent pas à un conflit grâce à la juste politique du Parti Communiste... Dans ces conditions, il n'y a aucune base pour une révolution politique ».

On ne saurait être plus clair. « Prenez garde, dit le Kremlin aux privilégiés frondeurs, le pouvoir de la bureaucratie est le seul repart entre vos privilèges et le soulèvement des masses ; seule la juste politique du Parti Communiste s'oppose au programme trotskiste d'une révolution politique ».

C'est ce programme trotskiste que la crise de l'économie soviétique met à l'ordre du jour pour les masses soviétiques.

Gérard BLOCH.

(1) Voir La Vérité, n° 333 et 334.

La crise ouverte en Egypte au mois de février dernier connaît une acuité relative, qui permet de s'essayer de faire le point d'une situation en apparence complexe et que les commentaires de la presse française nous ont toujours contribué à rendre intelligible.

LES DEUX CLANS MILITAIRES

Les événements du Caire, derrière la façade de la lutte personnelle des militaires Naguib contre Nasser, ont opposé les tenants de deux formules : pour les uns, il a été desquels Naguib n'est plus le gouvernement, mais des officiers devant céder la place dans un délai assez rapide à un régime parlementaire, ce qui supposait immédiatement le rétablissement des partis politiques, la levée de la censure sur la presse, etc.

— pour les autres, groupés derrière Gamal Abdel Nasser, le régime « révolutionnaire » c'est-à-dire la dictature des officiers devait se maintenir et se renforcer.

L'initiative du délestage de la crise vint apparemment de Nasser et de ses partisans qui entreprirent de rompre le pacte de juillet 52 et de liquider Naguib. C'est ensuite celui-ci qui reprit la situation en mains, en se faisant le nouveau et ayant pour légalité, à la vie parlementaire et à la liberté politique. Ce premier acte s'achève par une péripétie inattendue : le fiasco de Naguib à Khartoum — et le rideau tombe sur une pseudo-réconciliation des militaires ennemis qui se partagent un pouvoir qui ne leur appartient pas. Ce qui a pour objectif le retour prochain à la « légalité ».

Après quelques semaines, Nasser reprend soudain l'initiative, renverse le régime, annule toutes les décisions prises, confine Naguib à un rôle purement décoratif et rétablit une dictature plus étroite que jamais. On en est à l'apparence que Nasser n'a pu faire en février il semble l'avoir réussi en avril.

Il est frappant cependant que ni dans un cas, ni dans l'autre les vainqueurs n'ont pu nous donner un « qu'au bout » : Naguib victorieux n'a pas cherché immédiatement à liquider le Conseil de la Révolution, pas

plus que Nasser vainqueur n'a pour l'instant éliminé totalement le lewsa et le régime égyptien. A cet égard les événements syriens ont offert une image très différente : le retour d'Atassi coïncida avec le départ de Chikabaly pour l'exil.

Ne faut-il pas voir dans cette différence le rôle joué par un élément qui est en Egypte beaucoup plus important qu'en Syrie, ou que partout ailleurs dans le Moyen-Orient, et qui trouble le jeu des factions gouvernementales, des cliques militaires ou politiques. C'est élément, ce sont les masses arabes, ouvriers, petits bourgeois et fellahs dont la présence tantôt au premier plan, tantôt à l'arrière plan des événements égyptiens permet seule de comprendre certains des aspects les plus surprenants de cette histoire.

FORCE DES REVENDEICATIONS POPULAIRES

Au point de départ de la crise égyptienne, il y a l'échec certain du gouvernement Naguib-Nasser à tenir les promesses faites en juillet 52 : l'indépendance nationale et le partage des terres. La dose d'espoir et de patience que le fellah était prêt à consacrer à la « Révolution » s'est vite épuisée et a permis ce regroupement des forces d'opposition qui obligent la dictature à rétrograder au bas et à généraliser la répression (du Ward aux Frères Musulmans).

L'opposition de Naguib à ce renforcement du pouvoir coercitif traduisait l'opposition d'une certaine fraction de la bourgeoisie égyptienne et d'un certain nombre de politiciens, jusque là intégrés avec Naguib dans l'appareil du nouveau régime (Ali Makiad, Saboury, El Emory, etc.). Sans doute craignaient-ils que le renforcement de la dictature ne suscitât un jour ou l'autre une violente réaction populaire. Mais les fondements d'une politique qui, dans ses principes généraux est commune au clan Nasser comme au clan Naguib.

Le dernier saisis donc l'occasion favorable fournie par la réaction populaire à la mise à l'écart de Naguib pour tenter la liquidation à froid du régime des officiers. La boucle serait

ainsi achevée : né d'un coup d'Etat à froid, le régime disparaîtrait comme il était né en évitant au maximum l'intervention populaire.

Il semble bien que les espoirs du clan Naguib aient été déçus. Le levée de la poigne dictatoriala provoqua en Egypte une véritable trépidation politique mettant en cause non seulement le régime des officiers mais les principes politiques d'ordre social chers aux amis de Naguib. Il n'est que de lire la presse égyptienne, et même si elle a été depuis de longs mois, sur son terrain, après la suppression de la censure, bouillonnante d'idées, de critiques, de polémiques et de projets. Dans l'alliance égyptienne accidentelle entre le clan des vieux politiciens bourgeois groupés autour du lewsa et les masses aspirant à ce que la révolution nationale et sociale ne s'arrête pas un thème de discours dominants, le poids des masses devenait menaçant.

Naguib et ses alliés firent machine arrière et acceptèrent un compromis avec Nasser et les officiers qui laissait ceux-ci maîtres de l'armée et de la police — et par conséquent en bonne position pour effectuer le coup rapide (1). Il faut souligner que le recul normal du clan conservateur est parallèle au silence — expression d'un recul sévère — des forces politiques traditionnelles des masses égyptiennes. C'est vrai de la direction des Frères Musulmans qui très violemment pendant la période d'opposition et de répression retrouve sa face purement conservatrice dans les moments de tension sociale et de menace révolutionnaire. C'est vrai aussi de la direction du Ward ; il semble que Nabus ait eu peur de prendre résolument la tête d'un mouvement qui pouvait dépasser les objectifs qu'il avait voulu lui tracer. Cette prudence des dirigeants politiques égyptiens allait favoriser la revanche de Nasser. Il consolida son pouvoir en éliminant les anciens politiciens, laisse Naguib isolé dans son fauteuil présidentiel, débarrassa le Conseil des officiers du « gauchisme » Khakiad, Mikéidid, surveille plus étroitement que jamais une presse muséifiée et réprime toute velléité d'indépendance, arrête et poursuit par petits paquets les opposants qui se sont démasqués, en utilisant l'accusation vague et traditionnelle de communisme.

Le régime est-il devenu plus solide pour autant ? La répression ne répond ni la question du canal, ni la question de la terre. Par contre la liberté retrouvée quelques semaines durant et maintenue jusqu'à présent est devenue pour la petite-bourgeoisie musulmane un objectif qu'elle désire reconquérir. Le violent conflit entre le régime et l'Université est le symptôme d'un nouvel essor du mouvement des masses, d'un relassement politique qui forgerait une direction capable de tirer les leçons des événements de ces derniers mois.

L'IMPERIALISME DANS LA COULISSE

Tel doit bien être aujourd'hui l'impression des spectateurs intéressés — et acteurs clandestins à l'occasion — du drame égyptien. Les impérialismes anglais d'abord et l'américain.

On peut admettre qu'il n'existe aucun groupe politique dans le Moyen-Orient dans lequel Londres n'ait ses agents, et par conséquent aucun événement que l'impérialisme anglais ne cherche à influencer. Mais des intérêts britanniques. Après avoir trouvé dans la confusion de la crise égyptienne une justification à sa ferme volonté de maintenir la tête du canal, Londres semble avoir vu d'un bon oeil le retour au pouvoir de Nasser, qui renouait à de nouvelles élections. Car l'impérialisme américain que les dernières élections, en 1952, avaient déclenché une vague de fond nationale portant le Ward au pouvoir et l'obligeant à dénoncer le traité de 1936.

La dictature, même peu solide, c'est toujours quelques mois de gagné et il sera toujours temps de reprendre, pour le tenter à l'avenir, les négociations interminables. En outre, l'éviction de Naguib était pour Londres une revanche sur le vainqueur (provisoire) des affaires soudanaises à qui d'ailleurs l'Angleterre a donné le premier coup en organisant la manifestation de Khartoum. Il est hors de doute que le gouvernement anglais a profité de la crise égyptienne pour reprendre en mains la direction des affaires impérialistes dans ce secteur, reprise en mains acceptée par les Américains aux Bermudes et qui ruine définitivement les espoirs que le clan Naguib avait pu placer dans la manifestation américaine de défiance à Caïro. On parle d'ailleurs du rappel de ce dernier, ce qui clôturerait une expérience.

Essentiellement finalement est moins que l'Angleterre retire, par la grâce des USA, une certaine liberté d'initiative dans le Moyen-Orient que la démonstration d'incapacité des impérialismes à stabiliser ce secteur. La situation dans ce secteur du monde. Les étapes complexes, souvent contradictoires ou confuses, de ces événements, ne sauraient dissimuler le fait essentiel : les contradictions accumulées, les tentatives avortées, les jeux de bascule ne font qu'accroître le caractère désordonné d'un régime dont le centre révolutionnaire est au Caire mais dont l'influence s'étend des Indes à Agadir.

R. CHERAMY.

(1) Les dernières dépêches d'agence annoncent que Gamal Abdel Nasser a publiquement accusé Naguib de menées subversives contre le régime, et proclamé qu'en conséquence ce lui était conféré le droit de démissionner un rôle purement décoratif de chef de l'Etat - NDLR.

Tout en haut de la Révolution Bolivienne

Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ci-dessous, d'après la revue mexicaine « Qué hacer ? », quelques extraits d'une récente étude du camarade Guillermo LORA sur les problèmes actuels posés par la révolution bolivienne, qui met en lumière l'orientation pro-impérialiste prise par le gouvernement petit-bourgeois issu de la Révolution d'avril 1952.

Nous recommandons d'autre part à nos lecteurs la lecture de la brochure de notre camarade Pierre SCALI : « LA REVOLUTION BOLIVIENNE (1952-1954) » (S.P.E.L., 40 pages, 50 francs), dont de courts extraits ont été précédemment publiés dans LA VERITE.

1954, ANNEE DE LA TRAHISON

Pour l'ensemble des militants, et pour beaucoup d'autres gens, l'année 1954 sera l'année de la trahison. Nous voulons dire la trahison des espoirs de masses par le directeur petit-bourgeois. Pour nous, ce sera l'année de la vérification de nos conclusions théoriques sur les possibilités que peut avoir le parti révolutionnaire de réaliser ses tâches révolutionnaires et anti-impérialistes.

Dans les premiers moments de la Révolution, l'action des masses a mené de son empreinte les actes du gouvernement et a créé des organismes particuliers capables de réaliser ses aspirations. Nous avons dit que la direction petite-bourgeoise n'a pu que se dégrader. Dans dans la lutte contre l'impérialisme et la féodalité.

Le gouvernement Estensoro, oubliant sa promesse anticontraire de « démocrate » nord-américain. La politique extérieure s'orienta franchement vers la coopération avec l'impérialisme et marque journalièrement des progrès de ce genre financier. Le pétrole — dont la nationalisation fut une victoire populaire — a été parti de la société de l'Etat. La loi qui créa la Corporation Minière de Bolivie — et qui a pris en charge les mines des trois grandes entreprises —, en établissant la possibilité de création de sociétés mixtes a ouvert la porte ouverte à l'impérialisme dans l'exploitation minière. Les porte-paroles gouvernementaux multiplient les déclarations indiquant que les nationalisations intervenues dans les différentes branches de l'économie ne sont pas partie intégrante du programme du gouvernement révolutionnaire ». Rappelons que les transports, la banque, le grand commerce, demeurent entre les mains impérialistes.

Le gouvernement du MNR soutient les plans belléistes de Wall Street. Mentionnons les concessions de terrains uranifères, son refus d'agir en commun avec le gouvernement chilien des points stratégiques. En fortifiant le front impérialiste, il affaiblit ses propres positions révolutionnaires.

Le refus de nationalisation des mines avec indemnisation et sans contrôle ouvrier — accroît le poids de l'impérialisme et de la propriété privée. La super-nationalisation dans la direction des mines et l'absence d'un réel contrôle ouvrier ont provoqué une augmentation considérable du coût de production de l'énergie. Cette augmentation de 1,03 à 1,06 le litre se révèle considérable si l'on considère que les salaires réels sont tombés de 75 % depuis le 14 Mai 1953.

DEFENSE DU FEODALISME

Les masses paysannes profondément mobilisées par la révolution qui débuta le 9 Avril 1952, ont démontré leur capacité d'organisation et leur initiative. Elles ont été désemparées devant toutes les théories de la petite-bourgeoisie

et aussi du stalinisme commencèrent à réaliser la révolution agraire de leurs propres mains, en commençant par l'occupation armée des terres et la distribution des instruments de culture, des semences et du bétail. La classe sociale

par Guillermo Lora

dont le pouvoir réside dans la propriété féodale est sérieusement menacé de perdre ses privilèges face à l'élan impétueux des masses.

Les quatre dirigeants du MNR — qui n'ont pas rompu de façon antérieure leur liaison impérialiste — s'employèrent dès le début à contenir les masses paysannes, à les désarmer, à les désorganiser et à empêcher l'occupation de la terre. Dans ce domaine, les employés subalternes (intendants, contremaîtres, etc.) ont joué un rôle doublement réactionnaire. Les nombreux promesses violemment la réforme agraire », la création d'une commission de techniciens portant le nom de « Commission de la réforme agraire », n'ont eu d'autre objet que de dupes les masses et de gagner du temps pour les désorganiser. En même temps que le gouvernement promettait de libérer les paysans, il réprimait violemment la réforme agraire, arrêtant les paysans trotskystes et détruisant violemment les organisations qui ne suivaient pas docilement ses instructions.

Le 2 août 1953 fut édictée la loi de réforme agraire, essentiellement contradictoire et destinée en fin de compte à sauver le féodalisme. L'essence de cette loi concernait la création du Service National de Réforme Agraire, chargé de réaliser la réforme. Il s'agit d'un mécanisme

SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION BOLIVIENNE

- Coup AU MOUVEMENT OUVRIER
- Dans la période de dépression de la révolution bolivienne, le mouvement ouvrier a reçu un rude choc, étrangé par la bureaucratisation.
- La Centrale Ouvrière Bolivienne qui au début de la révolution a joué le rôle d'un organe de dualité de pouvoir, est maintenant contrôlée bureaucratiquement par le gouvernement. Le groupe de fonctionnaires qui agit dans son sein fonctionne comme une agence électro-économique et ruine ses possibilités d'agir comme la véritable direction du mouvement de masses. Le manque initial de liaison de la COB avec les masses a maintenant atteint son maximum. Les problèmes fondamentaux se résolvent par des tractations. Les réunions ne se tiennent qu'à intervalles très éloignés. Malgré tout, le mouvement ouvrier continue son unité prolétarienne et dans la nouvelle période de montée à convertir en organe du pouvoir.

(1) « Rosca » : la vie, désigne éloquentement la grande bourgeoisie bolivienne.

Attention !

Ce numéro paraissant le 7 mai sera suivi le 14 mai d'un numéro spécial comportant une abondante documentation sur les problèmes du PCF à la veille de son XIII^e Congrès.

Demandez-le à votre marchand habituel. Ou, mieux, abonnez-vous sans tarder !

SUR LE FRONT OUVRIER

APRES LE 28 AVRIL

REALISONS LES CONDITIONS DE L'ACTION UNITE

DEPUIS les grèves d'août 53, un sentiment général existe dans la classe ouvrière... c'est le sentiment de la victoire.

C'était cette unité de Front qui n'était pas réalisée et cette bataille unitaire qui n'était qu'esquissée.

La CGT, d'un bout à l'autre de la préparation de cette grève, malgré un certain nombre de propositions aux autres centrales, a fait en sorte que cette grève soit la grève que la CGT a lancée, a impulsée, a dirigée.

C'était le sens qu'avait la convocation des conférences ouvrières par elle seule, sans tentative sérieuse pour y associer d'autres centrales.

C'était le sens de cette bataille désespérée, s'adressant tantôt à FO, tantôt à la CFTO, mais pas une seule fois de front et sans volonté réelle de convaincre.

Par là-même, la CGT était amenée à ne pouvoir mettre en avant les propositions et les concessions qui, si elle n'avait pu convaincre, auraient permis de submerger les dirigeants réformistes.

C'est pour cela qu'aux conférences départementales, prisme d'un seul orientation, elle fut obligée de prendre ouvertement position contre les comités paritaires.

Nous pouvons encore mieux voir aujourd'hui quelle arme entre les mains de tous les militants, de tous les ouvriers, avait été cette proposition. Tous les militants, qu'ils soient FO, CFTO, CGT, auto-nomes, n'aurait pas pu qu'y souscrire, car ils auraient été assurés du respect de leur tendance.

Cela aurait permis la réunion, la conjugaison de tous les efforts, depuis les confédérations jusqu'aux usines, en passant par les branches industrielles.

Et les efforts mis en commun de cette façon ne se seraient pas ajoutés, mais multipliés et auraient constitué une force irrésistible, entraînant la grande masse des travailleurs.

La CGT, et plus particulièrement, n'aurait pu se dire d'accord pour un mouvement, mais refusait de le préparer en commun sous peine de se voir dépassée par ses « troupes ».

FO aurait pu difficilement prendre la position de jeune qui a été la sienne, se réjouissant ouvertement de l'insuccès d'une grève auquel elle avait fortement participé. Ce n'aurait pas été la CGT, mais les propres militants de cette confédération qui auraient jugé leurs dirigeants comme des chefs ouvriers indignes.

Le résultat, sous les comités paritaires, concrétisation de la volonté unitaire de lutte des travailleurs, est éclairé par l'exemple de la Loire-Inférieure.

Sections UD CGT-CFTO-FO réalisent l'unité d'action, et cela ne se traduit pas seulement par un appel, mais par la concrétisation de cette unité dans des comités paritaires à tous les échelons, par des appels communs à tous les échelons, par la mise en commun des efforts à tous les échelons.

Le résultat est là, l'unité d'action réalisée, tous les travailleurs se sont dressés comme un seul homme. La grève fut quasi générale dans la Loire-Inférieure.

Dans toute la France, partout où ils firent grève, ce qu'exprimèrent les travailleurs, c'est leur volonté d'une lutte unitaire, et c'est le sens qu'ils ont donné à leurs grèves. La tâche première des organisations syndicales, c'est de concrétiser cette volonté, et pour cela adopter le mode d'organisation que la classe ouvrière met en avant à travers ses luttes : les comités paritaires.

Toutes les propositions unitaires, les pas en avant fait dans la préparation de la grève de 24 h. doivent être repris et amplifiés. La CGT a-t-elle compris que son devoir est aujourd'hui d'imposer l'unité d'action aux autres centrales en leur proposant la formation d'un comité paritaire national, et que cette proposition doit descendre à tous les échelons syndicaux ?

Ce sont ces comités paritaires qui pourront convoquer et organiser de véritables conférences d'unités de tous les travailleurs, des conférences d'usines jusqu'aux Assises Nationales pour l'Unité d'Action Syndicale, qui pourront valablement décider d'une action, reflet de la volonté ouvrière.

Cette unité, pour tous, ne sera pas seulement une unité de façade mais leur bien à tous, qu'ils contrôleront, impulseront par leurs comités d'unité d'action.

La classe ouvrière de ce pays a montré, le 28 avril, sa volonté d'une action unitaire. Il faut tout mettre en avant pour la concrétiser, lui permettant d'aller vers un combat général et illimité.

Roger SONTEI.

LEON JOUHAUX EST MORT

Le Président de la République, le réactionnaire M. Coty, le Président du Conseil de la guerre d'Indochine et du « non » aux revendications ont salué le corps du président d'une des grandes assemblées de l'Etat bourgeois, le président décadent du « Conseil Economique », Léon Jouhaux.

Les cloches sont un peu gênées : jadis ils dénonçaient, après Lénine, ce « lieutenant ouvrier de la classe bourgeoise ». Partisans de l'union sacrée avec les Bons Français, avec De Gaulle, Juin, Daladier et Cie, Ducloux-Franchon ne peuvent décemment plus rappeler ces faits du passé.



POURQUOI RENAULT N'A PAS DÉBRAYÉ LE 28

RENAULT, la plus grande entreprise métallurgique d'Europe, a refusé de débrayer le 28 avril 1954.

Et c'est précisément parce que depuis la libération Renault a toujours tenu avec honneur le rôle primordial dans les luttes de classe en France que cet échec a été enregistré le 28 avril.

Depuis des années et des années Renault a été le terrain de centaines d'expériences malheureuses de la part des organisations syndicales.

Depuis des années, Renault a servi de cobaye à toutes les tactiques douteuses innovées par les organisations traditionnelles, et plus particulièrement par la CGT, grèves tournantes, action de harcèlement, grèves-bouillons, etc., etc.

Lorsque dans une mécanique complexe où toute les pièces dépendent les unes des autres, vous faites porter tous vos efforts toujours sur le même ressort, celui-ci finit par se relâcher. C'est ce qui s'est passé pour Renault.

Les leçons que nous devons, aujourd'hui, tirer du succès partiel que représente la journée du 28 avril, sont exposées dans notre journal, et l'on peut dire que les impératifs dont dépendait la réussite de la grève étaient cent fois plus ressentis par Renault. C'est parce que les 40 000 travailleurs de chez Renault ont accumulé une expérience considérable dans l'action, à travers les luttes passées, c'est parce qu'ils savent, si fort qu'on puisse être, à 40 000 dans

IL EST TEMPS D'EN FINIR

(Suite de la première page.)

La classe ouvrière veut combattre. Mais les grandes directions politiques et syndicales ne veulent pas organiser ce combat. Le Parti Socialiste, orienté vers le Front démocratique et social, cherche à renouer l'alliance parlementaire avec la fraction pro-américaine et pro-CEdiste de la bourgeoisie. Le Parti Communiste Français orienté vers le front des Français, s'unit aux éléments bourgeois anti-CEDistes, même s'ils sont ultra-réactionnaires. Mais bourgeois ultra-réactionnaires. Mais bourgeois ultra-réactionnaires.

Le résultat est là, l'unité d'action réalisée, tous les travailleurs se sont dressés comme un seul homme. La grève fut quasi générale dans la Loire-Inférieure.

Dans toute la France, partout où ils firent grève, ce qu'exprimèrent les travailleurs, c'est leur volonté d'une lutte unitaire, et c'est le sens qu'ils ont donné à leurs grèves. La tâche première des organisations syndicales, c'est de concrétiser cette volonté, et pour cela adopter le mode d'organisation que la classe ouvrière met en avant à travers ses luttes : les comités paritaires.

Toutes les propositions unitaires, les pas en avant fait dans la préparation de la grève de 24 h. doivent être repris et amplifiés. La CGT a-t-elle compris que son devoir est aujourd'hui d'imposer l'unité d'action aux autres centrales en leur proposant la formation d'un comité paritaire national, et que cette proposition doit descendre à tous les échelons syndicaux ?

Ce sont ces comités paritaires qui pourront convoquer et organiser de véritables conférences d'unités de tous les travailleurs, des conférences d'usines jusqu'aux Assises Nationales pour l'Unité d'Action Syndicale, qui pourront valablement décider d'une action, reflet de la volonté ouvrière.

Cette unité, pour tous, ne sera pas seulement une unité de façade mais leur bien à tous, qu'ils contrôleront, impulseront par leurs comités d'unité d'action.

La classe ouvrière de ce pays a montré, le 28 avril, sa volonté d'une action unitaire. Il faut tout mettre en avant pour la concrétiser, lui permettant d'aller vers un combat général et illimité.

Roger SONTEI.

la lutte, cela ne peut suffire aujourd'hui à arracher la victoire, qui exige la grève générale, conditionnée par la réalisation du front unique entre toutes les confédérations, c'est parce que les milliers de travailleurs de chez Renault possèdent ces conditions, et parce qu'elles n'étaient pas réalisées que Renault n'a pas débrayé.

Et c'est précisément parce que depuis la libération Renault a toujours tenu avec honneur le rôle primordial dans les luttes de classe en France que cet échec a été enregistré le 28 avril.

Depuis des années et des années Renault a été le terrain de centaines d'expériences malheureuses de la part des organisations syndicales.

Depuis des années, Renault a servi de cobaye à toutes les tactiques douteuses innovées par les organisations traditionnelles, et plus particulièrement par la CGT, grèves tournantes, action de harcèlement, grèves-bouillons, etc., etc.

Lorsque dans une mécanique complexe où toute les pièces dépendent les unes des autres, vous faites porter tous vos efforts toujours sur le même ressort, celui-ci finit par se relâcher. C'est ce qui s'est passé pour Renault.

Les leçons que nous devons, aujourd'hui, tirer du succès partiel que représente la journée du 28 avril, sont exposées dans notre journal, et l'on peut dire que les impératifs dont dépendait la réussite de la grève étaient cent fois plus ressentis par Renault. C'est parce que les 40 000 travailleurs de chez Renault ont accumulé une expérience considérable dans l'action, à travers les luttes passées, c'est parce qu'ils savent, si fort qu'on puisse être, à 40 000 dans

LA VERITE ECRIVAIT IL Y A DIX ANS

Mai 1944. LA VERITE poursuivait sa parution clandestine, interrompue depuis août 40. En février 44, grâce au regroupement des forces trotskystes qui s'est opérée, elle est devenue l'organe du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IVe Internationale).

Nous reproduisons ci-dessus des extraits du numéro spécial du 1er Mai, qui fut diffusé massivement, ainsi que du numéro de mai 1944. Les trotskystes du monde entier, trouvant clairement explicite que les faits ont ensuite vérifiés : ou bien le prolétariat français et européen mettra à profit l'ébranlement de 1944 pour engager la lutte pour le pouvoir — ou bien l'appareil d'Etat bourgeois sera reconstruit et l'impérialisme mondial entamera la préparation de la troisième guerre mondiale, contre l'URSS.

PREMIER DE MAI DE PREPARATION A LA GREVE GENERALE CONTRE LA RELEVÉ

Lundi 1er Mai à 10 heures, débrayage de ceinture à 10 heures, débrayage général d'une demi-heure.

En même temps, dans chaque usine, il faut déposer un cahier de revendications : POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES, POUR LE PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES SUPPLEMENTAIRES, CONTRE LA RELEVÉ. L'envoi de délégués risque de les désigner à la répression, faites parvenir clandestinement ce cahier à la direction par des tracts, par lettre, par affichage ou par tout autre moyen.

Les ouvriers et les paysans refusent de faire plus longtemps les frais de la guerre impérialiste. Ils refusent de participer à la guerre contre l'URSS. Ils refusent d'aller remplacer leurs frères de classe, les ouvriers et les paysans allemands, pour que ceux-ci soient envoyés à la boucherie. En réponse aux promesses de Deat, ils exigent le retour des ouvriers et des paysans prisonniers ou déportés en Allemagne.

A bas la déportation ! A la relève les flétes ! A la relève les flétes ! A la relève les flétes !

Le souvenir des grandioses luttes de 1941 contre la première relève et surtout les grèves pour l'amélioration du standard de vie qu'on n'aurait pas cessé depuis, ont fait hésiter la bourgeoisie à recommencer une déportation massive. Mais maintenant elle se prépare à porter un coup direct.

Sur toute la France, sonnez l'alerte contre la relève : GREVE GENERALE !

LA CLASSE OUVRIERE DEVANT LE « SECOND FRONT » POURQUOI « ILS » N'ONT PAS ENCORE DEBARQUE

Confusément, les travailleurs sentent que ces retards cachent une gigantesque manœuvre. Ils sentent que les flétes, en effet, que le terrible poids de l'appareil militaire allemand pèse sur l'Union Soviétique.

Pourtant, Timmerse, empereur britannique et le Etat bourgeois le plus puissante nation industrielle du monde ne sont pas intervenus, sinon par des envois d'armes dérisoires.

Pourquoi ces Messieurs de Wall Street et de la City seraient-ils pressés de finir la guerre ? Leur intérêt, l'intérêt des marchands et des annonceurs de trafiquants et des politiciens réactionnaires était précisément de laisser l'URSS s'épuiser dans le combat, perdre ses richesses et sa jeunesse, afin qu'elle sorte de la guerre appauvrie, exsangue.

Pendant que l'URSS perdait son sang, les impérialistes anglais et américains accumulaient à proximité de l'Europe de gigantesques stocks de matériel et des armées innombrables dans l'espoir de pouvoir dicter leur loi à l'URSS et à l'Europe.

POURQUOI LE DEBARQUEMENT EST-IL IMMINENT ?

Tel était leur plan. Mais voilà que l'Armée Rouge a résisté, elle a avancé et elle refuse les armées impérialistes allemandes au delà de l'URSS. Elle menace aujourd'hui la Roumanie, la Hongrie et se fraye un chemin vers l'Europe Centrale.

En même temps le prolétariat se réveille dans tous les pays. Récemment, on a vu les ouvriers italiens balayer les fascistes et constituer spontanément leurs conseils d'usines. De la Norvège à la Grèce, de la France en Pologne, les masses travailleuses reprennent conscience, elles se mobilisent et entrent en action. Dans ces conditions, le gendarme allemand affaibli va bientôt devenir impuissant à assurer la police et à empêcher la marée révolutionnaire montante.

Ce moment précis, le second front devient nécessaire : la bourgeoisie veut dresser ses armées face à l'Armée Rouge qui avance vers l'occident, et face à la vague révolution-

place avec honneur, vous serez à l'avant-garde de la bataille, etc., etc. Et c'est tout !

Plus lamentable encore sont les explications données après coup par les organisations qui ont dirigé l'action du 28 avril chez Renault : « pression de la maîtrise », « pression des flétes », Lénin, dans un meeting, laissait sous-entendre que les travailleurs n'avaient rien compris à rien, et que le lendemain... il faudrait s'expliquer fraternellement avec ceux qui n'avaient pas compris. En d'autres termes, en disant qu'il faudra consolider l'unité à la base.

Alors que les travailleurs de chez Renault, depuis longtemps unis, exigent précisément que leurs chefs les écoutent !

(Correspondant.)

COMMENT CONQUERIR LA PAIX ?

Quant à la paix, aucun des dirigeants alliés n'ose la promettre. Simults avec qu'il n'y aura pas de traité de paix avant dix ans. Le vice-président des Etats-Unis, Wallace, nous a averti qu'on n'éviterait sans doute pas une troisième guerre mondiale.

Ainsi donc, ces bombardements meurtriers, les pays brûlés, les villes rasées, rien de tout cela ne hâte l'arrivée de la paix.

Tout cela au contraire pour préparer de nouveaux carnages et la guerre contre l'URSS. Car, comme l'écrivait Jaures : « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

PAS DE LIBERATION POSSIBLE SANS LES PROLETAIRES ALLEMANDS ET CONTRE EUX

On proclame qu'on va éradiquer et dépecer l'Allemagne, déporter ses travailleurs, tirer vengeance sur le peuple allemand dans crimes commis par les bandits nazis. On empêche la fraternisation, on jette ainsi dans les bras d'Hitler des millions de travailleurs allemands désespérés et sans autre issue. Le chauvinisme renforce Hitler et prolonge la guerre.

Or une Europe pacifique n'est possible que si les travailleurs allemands chassent eux-mêmes leurs bourgeois nazis, et construisent la société socialiste, la main dans la main avec les travailleurs des autres pays.

« INSURRECTION NATIONALE » OU INSURRECTION PROLETAIRENNE

Quant à l'appareil de l'Etat bourgeois il est prêt à fonctionner de maintien, avec ses préfets réactionnaires, son parlement crapuleux, le général succédant au maréchal et sa police immortelle, avec ses grèves de grèves, depuis 1936, on a vu l'Etat bourgeois passer sans crise de Blum à Daladier, de Reynaud à Pétain et à Laval-Deat avec la bénédiction du « parlement républicain ». Les bourgeois espèrent bien le voir passer sans douleur de Pétain à De Gaulle avec la bénédiction des parlementaires et grâce à la protection des solidaires socialistes et communistes.

Où, les ouvriers chasseront les nazis, la Gestapo, les miliciens et les GMR. Mais ce sera pour ouvrir la route au socialisme.

Déjà, un certain nombre d'ouvriers sont armés dans les usines. Ailleurs, ils peuvent compter sur l'aide de partisans armés. Partout, il existe des maintes des milliers d'ouvriers dans l'usine : elles doivent parfaire leur instruction, leur entraînement militaire, leur éducation politique, compléter leur armement et, avant tout, bien comprendre qu'elles auront à servir, non un impérialisme contre un autre, mais la classe ouvrière et le socialisme.

TOUS LE 25 MAI A 20 HEURES 30 AUX SOCIÉTÉS SAVANTES GRAND MEETING UNITAIRE ORATEURS DE TOUTES CENTRALES Communiqué du C.N.P. pour les Assises Nationales d'Unité d'Action Syndicale.

Le gérant : Fontanel Travail exécuté par des ouvriers syndiqués Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saunier. — Paris (IXe)